

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N° 344 — 2 au 15 octobre 1981

18^e ANNÉE 2,50F

**Le plan Mauroy
contre
le chômage ?**

DU BLUFF!

SEULE LA LUTTE PAIERA!

«Mobilisation pour l'emploi», «priorité des priorités» à la «lutte contre le chômage», voilà ce que proclame à grands cris le gouvernement Mauroy, au moment où le nombre des chômeurs dépasse le cap des 2 millions officiels.

L'idée du gouvernement est la suivante : pour résorber le chômage, il faut créer des emplois. Et comment? D'abord par la relance économique : une croissance plus forte permettrait

Mais il faut cependant que l'Etat intervienne davantage dans l'économie : par la nationalisation de certains secteurs et la maîtrise du crédit, il se fixe comme objectif une «véritable politique industrielle» apte à «reconquérir le marché intérieur» et à permettre à la France de «conquérir une plus grande place dans le Tiers-Monde».

Un capitalisme qui permette aux prolétaires de vivre mieux par une bonne gestion de l'Etat et de l'économie, qui garantisse les profits des patrons grâce à la paix sociale, puisque comme le dit Mauroy, «nous pouvons compter sur un certain consensus», et qui fasse communier les deux classes aux intérêts opposés dans un «grand dessein national», voilà assurément un «nouveau type de développement».

Pourtant, Mauroy le dit lui-même : «Pour résorber le chômage, nous n'avons pas de

solution-miracle». Il sera long et difficile de «renverser la tendance», et cela ne pourra se faire avant la fin 1982. Mais à supposer que les travailleurs puissent patienter et ne gênent pas les efforts de nos acrobates gouvernementaux par des mouvements sociaux, quel résultat pourraient-ils attendre de cette politique ?

Il y a fort à parier que les investissements promis s'accompagneront de restructurations telles que même si la production augmente avec la reprise attendue, le nombre total d'heures de travail, lui, n'augmentera pas. Il n'y a d'ailleurs pas d'autre possibilité pour les entreprises, nationales ou privées : elles ne peuvent accroître leurs ventes, surtout en période de crise internationale, qu'en étant plus compétitives que les autres. Mais comme toutes font de même, le résultat pour tous les ouvriers est la **compression des salaires** et l'accroissement rapide

d'embaucher. Ensuite par la réduction de la durée du travail, les 35 heures.

Comme on voit, le gouvernement «socialiste» promet de satisfaire une revendication ouvrière tout en respectant la règle du jeu capitaliste, puisque les prolétaires qui doivent louer leur force de travail pour vivre ne pourront nourrir leur famille que si les capitalistes ont besoin d'eux, c'est-à-dire trouvent un profit à cette opération.

de la productivité.

Dans une société communiste, où tous travailleraient et se partageraient les richesses produites et collectivement rassemblées selon un critère social, cette augmentation de la productivité permettrait de **réduire le travail** pour tous et de le ramener, sur la base même de la technique actuelle, à **moins de 4 heures** par jour à l'échelle mondiale. Mais en régime capitaliste, où on n'embauche que les bras qui sont utiles au profit, cet **accroissement de la productivité** se traduit par une élimination d'une partie croissante de la population de la production ; c'est ainsi qu'en France, où la population a augmenté de moitié depuis le début du siècle, le nombre d'ouvriers reste le même, bien que la production ait été multipliée par cinq !

Il n'y a donc pas à attendre de créations d'emplois de la relance

(Suite page 2)

BANLIEUE LYONNAISE

Pourquoi la révolte ?

La banlieue lyonnaise vient d'être le théâtre d'opérations coup de poing dans le plus pur style Poniowski : barrages, contrôles systématiques, rafles, interpellations. Tous ceux qui possèdent quelque chose se sont sentis enfin protégés : la Société sait se défendre ! Mais contre quoi ? contre qui ?

On parle de «bandits», c'est le terme de Herou, ou plus généralement de «loubards». Mais il ne doit pas s'agir de bandits ordinaires, puisque le PS et le PC ont été amenés à dénoncer comme des «provocations» la tentative de citoyens armés d'aider la police dans sa lutte de «défense des biens et des personnes».

En effet, ces bandits-là n'ont rien à voir avec la pègre. Leurs crimes n'ont rien à voir avec ces actes crapuleux qui font la une des journaux à émotions fortes. Leurs «actes criminels» les plus courants sont des bris de vitrine, des vols de voitures et, depuis quelques mois que la pression policière s'accroît, des incendies de voitures, bref, du **vandalisme**.

Et le plus curieux, c'est que ce vandalisme est terriblement sélectif, on pourrait dire : «socialement sectaire». «Le Monde» du 22/9 présente l'un de ces dangereux bandits recherchés : «Farouk ne veut pas voler les pauvres» : «je ne vole que les riches, les BMW des rupins, les «fatchs» (fils à papa), car voler un riche n'est pas voler», et le journal commente : «sa conscience politique ne va pas au-delà».

(Suite page 2)

NOUVELLE CALÉDONIE

L'impérialisme français, bien vivant

Le samedi 19 septembre, Pierre Declercq, secrétaire général de l'Union calédonienne, est assassiné. Le caractère colonialiste du crime est évident, et symboliquement, son enterrement a lieu le 24 septembre, qui marque l'anniversaire de la colonisation de l'île en 1853.

Les populations locales, les Kanaks, qui sont aujourd'hui 60.000 sur 140.000 habitants, ont été refoulées sur les terres les plus arides. Ils sont aujourd'hui 24.000 sur 165.000 hectares, tandis que 900 colons français se partagent 432.000 hectares de bonnes terres.

En 1977, un mouvement d'occupation des terres par des paysans pauvres a pris une certaine ampleur, ce qui a finalement obligé l'impérialisme français à décider en 1979 une «réforme agraire», qui se contente de racheter 30.000 hectares aux colons pour les redistribuer. C'est suffisant pour inquiéter les colons, mais dérisoire pour les paysans pauvres qui avaient accueilli le secrétaire des DOM-TOM de Giscard aux cris de «rendez-nous nos terres !».

L'île possède surtout 30% des réserves mondiales de nickel, et cela a attiré non seulement des travailleurs d'autres pays (Polynésie, Indochine, etc.), qui forment 20% de la population locale, mais surtout des Européens qui, au nombre de 50.000, dominent la vie économique, sociale et administrative locale et bénéficient naturellement des privilèges coloniaux.

(Suite page 3)

Grève de la faim dans les prisons françaises.

SOLIDARITÉ !

La grève de la faim des prisonniers politiques actuellement détenus dans les prisons françaises continue. Le silence et la trahison de la soi-disant extrême-gauche aussi, choisissant ainsi ouvertement son camp.

L'arme de l'Etat en plus de ses flics et de ses matons, c'est le silence et l'isolement qui entoure cette lutte, renforçant ainsi les difficultés rencontrées dans la mobilisation des prolétaires.

Nous publions ici quelques extraits d'un tract du Comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques qui montre le besoin d'une solidarité de classe avec la lutte des détenus politiques.

«Par ce mouvement les grévistes de la faim exigent la libération immédiate, sans conditions ni marchandages, de tous les prisonniers

politiques. Ils refusent d'être les otages que les nouveaux gouvernants conservent pour calmer les matons et les flics qui, eux, n'ont pas changé.

Derrière la répression de quelques-uns, l'Etat vise à intimider et dissuader les travailleurs prêts à se rebeller contre l'ordre et l'exploitation.

Il y a aujourd'hui plus d'un mois que cette grève de la faim est commencée !

A partir d'aujourd'hui, des lésions irréversibles peuvent se produire. A partir d'aujourd'hui, ces camarades peuvent mourir ! La plupart d'entre eux ont été transférés à l'Hôpital pénitentiaire de Fresnes. Ils commencent à être soumis à des perfusions dont on sait avec quelle brutalité elles sont pratiquées. [...]

(Suite page 2)

Chute du dollar, montée du mark, etc.

Pas de sacrifices pour la monnaie !

La pagaille bat son plein sur les marchés monétaires comme elle bat son plein sur les autres marchés. Le dollar qui valait à Paris 6,18 F il y a un mois vaut aujourd'hui 5,34 F. Après avoir connu un envol spectaculaire à la mi-août, il vient de connaître une chute non moins spectaculaire fin septembre. Pendant la même période le mark est remonté lui

aussi de 10% par rapport au dollar (2,26 F il y a un mois ; 2,57 F aujourd'hui). Le franc, lui, s'il est remonté par rapport au dollar est en position délicate vis-à-vis du mark. La Banque de France a dû vendre un milliard de dollars pour éviter que le cours du mark ne dépasse le plafond de 2,40 F à Paris.

Ces fluctuations permanentes des différentes monnaies font le bonheur des «détenteurs de capitaux internationaux» comme dit la bonne presse, c'est-à-dire des gros requins capitalistes de tous les pays qui, tels d'énormes parasites, s'enrichissent grâce à la spéculation. Lesdits détenteurs de capitaux internationaux, très abondants actuellement, dit *Le Monde* du 21 septembre (personne en fait ne connaît le chiffre exact, mais il s'agit de centaines de milliards de dollars) ont quitté en partie le dollar pour se ruier sur le mark et un peu sur le franc suisse. Ce que personne ne sait non plus, c'est combien ces opérations rapportent. Mais ce que tout le monde connaît, en revanche, c'est le payeur. Spéculer contre la monnaie d'un pays donné, c'est tout simplement lui extorquer une partie de la richesse produite par les travailleurs. C'est donc eux qui, en der-

nière analyse, font les frais de l'opération. Dire cela ne signifie pas, naturellement, qu'il faille défendre l'intérêt national menacé par les spéculateurs apatrides, mais simplement que la bourgeoisie, si elle a de multiples visages, a pour dénominateur commun de piller et d'exploiter de toutes les façons la classe ouvrière de tous les pays, tantôt ceux-ci, tantôt ceux-là.

Après s'être rués sur le dollar dans l'espoir d'une relance des investissements attendue de la politique anti-sociale de Reagan et pour bénéficier des taux d'intérêts bancaires vertigineux, les «opérateurs internationaux» se sont donc rués sur le mark, si bien que la poussée du vendredi 18 septembre a presque été qualifiée d'«historique» (historique voulant dire qu'on a frôlé la catastrophe). Les spécialistes des changes n'avaient pas noté un phénomène d'une telle

ampleur depuis des années. «Le monde entier [comprenez : les gros vautours capitalistes] a acheté du mark», a estimé l'un d'eux. Ce revirement en faveur du mark n'est d'ailleurs pas le fruit du hasard. Il s'explique par des raisons qui tiennent à la politique économique de l'Etat allemand. Depuis des mois le mark s'affaiblissait, du fait du déficit énorme de la balance des paiements et de l'ampleur du déficit budgétaire. Or depuis deux mois cette situation est en train de se redresser : la balance des paiements s'améliore et surtout des mesures ont été prises pour réduire le déficit budgétaire. Lesquelles ? Les mêmes que dans les autres pays : des mesures d'austérité contre la classe ouvrière. En Allemagne, cela s'est traduit par des

(Suite page 4)

VOIR AUSSI DANS CE NUMÉRO:

■ CORRESPONDANCE : Sans-papiers, grève à Présigné.

■ THÉORIE : Le centralisme communiste.

■ INTERNATIONAL : U.S.A., lutte à Berlin.

SEULE LA LUTTE PAIERA! Partage du travail ou... partage du chômage?

(Suite de la page 1)

économique. La semaine de 35 heures en créera-t-elle? Si on réduisait de façon brutale la semaine, on diminuerait la productivité, ce que le gouvernement et le patronat ne peuvent admettre sans y être contraints par un fort mouvement social. On prévoit donc un calendrier qui fait découler la diminution du temps de travail de l'augmentation de la productivité. Mais si on travaille davantage dans un temps réduit, les patrons n'ont plus besoin de créer d'emplois!

Les «socialistes» et les «communistes» réformistes accusent volontiers les communistes révolutionnaires d'utopie. Mais en réalité, la transformation communiste de la société et la révolution prolétarienne sont mille fois plus «tangibles» et «réalistes» que l'utopie de la réorption du chômage en régime capitaliste. Et ce n'est pas la création de 120.000 emplois dans la fonction publique, clientèle chérie du «socialisme» à la rose, qui y changera quelque chose!

Le gouvernement Mauroy est d'ailleurs si conscient de cette limite objective, donnée par les lois du capital qu'il respecte, qu'il est résolu à utiliser la vieille astuce bourgeoise qui consiste à **masquer le chômage**. La nouveauté est qu'il le fait sous une forme qui se veut attrayante pour la classe ouvrière: opposé à toute réduction radicale de la durée du travail qui réduise l'exploitation, il utilise le désir et le **besoin** des prolétaires de **travailler moins** pour les appeler à partager entre eux les postes de travail permis par la marche chaotique du capital, bref à partager entre eux **les sacrifices** au seul profit des capitalistes.

Mais les mesures propo-

sées d'augmentation de la scolarité, du temps partiel pour les femmes, de postes liant l'entrée des jeunes au travail au départ des vieux à la retraite, de contrôle renforcé de l'immigration, ont également pour résultat de dresser les catégories les unes contre les autres et de livrer la classe ouvrière à l'impuissance, si elle n'y prend pas garde.

La perspective **immédiate et concrète** des communistes révolutionnaires est la suivante: des réactions à la misère due au chômage sont inévitables et légitimes, car il n'y a aucun sacrifice à faire pour la réussite des plans Mauroy ou autres. La véritable efficacité, c'est de lutter pied à pied, et sans attendre:

— contre les licenciements et l'intensification des cadences,

— pour les 35 heures tout de suite et sans contreparties,

— pour la défense du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, en réclamant des ressources décentes pour tous les chômeurs.

C'est de combattre toute discrimination, toute division entre jeunes et vieux, hommes et femmes, nationaux et immigrés, et de lutter pour l'union des travailleurs actifs et des chômeurs.

C'est de conquérir dans les luttes de résistance à l'offensive capitaliste l'indépendance de la classe par rapport à l'Etat, au gouvernement, et aux appareils réformistes des syndicats.

Cette lutte est un des terrains où la classe ouvrière peut reprendre **conscience de sa force**, retrouvant en elle la capacité de regarder vers son propre but et de faire de toutes ses escarmouches contre la classe capitaliste un terrain d'exercice pour la révolution prolétarienne, qui seule en finira avec le chômage, l'abrutissement au travail et la misère!

Avec le plan Mauroy du 15 septembre, la montagne de promesses a accouché d'une souris. Ou plutôt, d'une collection de gadgets, dont le fin mot est: partage du chômage entre les couches de travailleurs déjà les plus défavorisés.

Les mesures annoncées le 15 septembre sont enrobées de miel publicitaire sur le temps de vivre, la nouvelle organisation du travail, la formation permanente, les années sabbatiques, etc. Très joli thème de réverie pour cadre à 20.000 francs mensuels. Mais lorsqu'on est payé au SMIC (même réajusté de 3,7%) **toute amputation de salaire est une catastrophe.**

Les jeunes et les femmes

Pour faire accepter cette amputation, le gouvernement joue sur les **contraintes matérielles** et sur les **illusions** de deux catégories, les jeunes et les femmes. Une partie des **jeunes** veut reculer le moment de se livrer pieds et poings liés au bague productif: les contrats emploi-formation et les stages pratiques ont le côté attrayant du non-définitif. Mais **qui complètera leurs fins de mois** avec un salaire

égal à 90% du SMIC, au maximum, sans aucun des avantages sociaux de l'entreprise qui les accueille? **Qui les aidera à vivre**, lorsqu'ils se retrouveront en chômage après 6 mois avec 30 francs par jour, sinon les familles ouvrières dont la charge sera augmentée d'autant? Même chose pour la prolongation de la scolarité de 16 à 18 ans. La Confédération Syndicale des Familles calcule qu'il faut 2.200 francs par mois pour envoyer au collège les trois enfants d'une famille ouvrière — transports et cantine (payable trois mois à l'avance) non compris.

Quant aux femmes concernées par les stages d'entreprise et les contrats emploi-formation, sous les discours égalitaires **l'Etat compte sur leur habitude d'accepter toutes les acrobaties pour concilier le travail salarié et le travail domestique.** Tel ce patron généreux qui leur «offre» la semaine de quatre jours à 10 heures par jour sans une pause, en échange du vendredi libre pour la lessive et les courses (puisqu'elles ont le temps!). Bon moyen de perpétuer, en réalité, l'esclavage domestique, de se dispenser des équipements collectifs, crèches, garderies, cantines, et de «justifier»

la permanence des salaires inférieurs pour les femmes.

Cadeaux aux entreprises

«Place aux jeunes!» dit-on. **Demiplace, plutôt**, car le plan prévoit d'associer sur un poste de travail un jeune et un travailleur âgé. Les entreprises de pointe, Renault par exemple, avaient déjà prévu de multiplier les pré-retraites de travailleurs qualifiés pour embaucher des jeunes, moins coûteux et plus adaptables aux nouvelles technologies: elles doivent se frotter les mains.

D'ailleurs, les petites et moyennes entreprises, si promptes à crier qu'on les égorge, n'ont pas caché cette fois leur soulagement. **Les cadeaux pleuvent:** dispense de charges sociales à 50% sur les contrats emploi-formation, sur l'augmentation du SMIC, 30% de salaires payés par l'Etat pour les postes à mi-temps, 70% pour les stages pratiques, financement accru du chômage technique, arrangements fiscaux: **tout cela est payé essentiellement par les impôts directs et indirects prélevés sur les autres salariés** (l'impôt sur la fortune annoncé rétrécit de jour en jour!).

On parle beaucoup de **l'assouplissement des conditions de travail** pour les salariés. La souplesse, en fait, joue surtout **en faveur des patrons**, à qui on a bien répété qu'il n'était plus question de restreindre leur droit sacré au licenciement par un quelconque veto du comité d'entreprise.

Tout cela — temps partiel, demi-retraite, chômage technique — peut faire baisser le nombre des chômeurs **déclarés**. En compliquant l'inscription à l'ANPE et avec les pactes pour l'emploi, Barre et Giscard avaient déjà pris beaucoup de peine pour diminuer **sur le papier** le nombre des chômeurs.

Mais cela ne diminuera pas les difficultés réelles de l'ensemble des travailleurs, chômeurs et actifs.

Algérie :

Halte à la répression !

Le **Bulletin d'information** n° 6 (sept 81) de RIPRA (Riposte à la répression en Algérie) publie la liste des 23 militants du Collectif culturel d'Alger détenus à El-Harrach, 39 noms parmi les 160 emprisonnés à la suite des émeutes de Béjaïa en mai dernier, et 17 noms de prisonniers politiques détenus à Lambèse, dont nos militants et contacts condamnés en décembre 1980 par le tribunal militaire de Blida et qui sont laissés sans soins médicaux.

RIPRA réclame la libération de toutes les victimes de la répression bourgeoise en Algérie.

Pour les commandes, on peut s'adresser à RIPRA, c/o Librairie Parajôle, 47, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Mais les lecteurs qui le désirent peuvent également s'adresser à notre journal, Le Prolétaire, 20, rue Jean Bouton, 75012 Paris.

Banlieue lyonnaise: pourquoi la révolte ?

(Suite de la page 1)

On se doute bien quelle est la «conscience politique» que la société bourgeoise réclame de Farouk et de ses camarades, qui ne sont, comme on le voit, que des jeunes prolétaires comme bien d'autres. Cette «conscience» que cherchent à leur inculquer professeurs et animateurs, politiciens de gauche et curés, syndicalistes «responsables» et flics, c'est d'accepter sans broncher la misère qui est la leur et celle de leurs familles, une misère faite de promiscuité et de bruit dans les cages à lapins en béton, de fins de mois impossibles, de charpadages et même de prostitution, du spectacle des parents usés par le travail, du sentiment grandissant d'insécurité, d'encasernement à l'école, à l'ombre du juge et de la prison, d'exactions policières, de chômage, de pauvreté dans un monde débordant de richesses inaccessibles, d'ennui, de désespoir, de tentatives d'oublier dans toutes les drogues à la mode — et la vitesse en est une pour laquelle il faut voler! —, de racisme anti-jeunes et anti-immigrés, etc. La «conscience» qu'on exige d'eux, c'est de faire confiance à un progrès économique, politique et social qui permettrait demain de dépasser cette misère, alors qu'elle **grandit** manifestement tous les jours sous leurs yeux.

Au moment de la grève de la faim des jeunes immigrés de Lyon au début de l'année, les courants démocratiques qui sont parvenus à l'encadrer avaient lancé le mot d'ordre: «pour qu'il n'y ait pas de Brixton en France!». Malgré les mesures d'apaisement du gouvernement vis-à-vis de toute une catégorie de jeunes immigrés qui pourront désormais rester en France, la situation générale de la classe ouvrière et de sa jeunesse ne fait que se dégrader, et des **explosions** dans les grandes banlieues sont en train de couvrir sous la cendre de la paix

sociale. Elles se manifestent par des flammèches de révolte qui parcourent aujourd'hui les cités des grandes villes. La bourgeoisie le **sait d'expérience**. Aussi cherche-t-elle à répondre par l'intimidation et la répression d'un côté, par la division et le mensonge de l'autre.

La répression, ce n'est pas seulement les contrôles plusieurs fois par jour et les opérations coup de poing. C'est aussi davantage de juges pour avoir des procès plus rapides et des sentences exécutées plus vite, comme le suggère «Libération» du 14/9 en défendant la justice contre l'accusation de laxisme proférée par la police (on défend les causes qu'on peut!) La répression, c'est aussi de compléter l'action de la police par l'organisation systématique de la **délation** vantée par Novaro, le maire PC de Vénissieux, comme un élément... d'autogestion. La répression, c'est la menace d'expulsion du territoire des parents «coupables», lancée par Henu.

A côté de la répression, il y a les calomnies et les mensonges déversés par les médias, qui poussent les travailleurs à chercher la cause de l'insécurité actuelle non pas dans le capitalisme, mais dans la révolte des couches les plus précaires de leur classe. C'est l'exaltation du racisme qui assimile délinquance et immigration, en jouant sur le fait qu'une grande partie des travailleurs et surtout des jeunes des grandes cités sont immigrés.

Quant aux promesses, faites par Mitterrand lors de sa conférence de presse, de **s'attaquer aux causes**, c'est-à-dire le chômage et l'urbanisme sauvage, quel en est le contenu?

Pour «lutter contre le chômage des jeunes», on va allonger la scolarité de deux ans, développer les contrats-formation, éviter de réduire le service

et peut-être le porter pour certaines armes à 18 mois, mettre sur pied un service civil ouvert également aux filles, bref, mettre mieux sous le contrôle de l'école ou de l'armée une jeunesse que la police, les curés et les Maisons de Jeunes n'arrivent plus à contrôler aussi bien dans les cités.

Quant à l'urbanisme, que le capitalisme ne pourra jamais rendre moins sauvage, on cherchera à lier la construction à la mise en place d'un «environnement adéquat», c'est-à-dire d'un tissu de **contrôle social**, policier, culturel et autre, qui vise à combattre plus efficacement les tentatives de révolte. Mais encore faut-il que le capitalisme en ait les moyens!

Or, tout cela, la jeunesse prolétarienne le **sait d'instinct**. Elle sent bien que tout avenir dans cette société est bloqué, non seulement par la crise économique, mais aussi par la formation de ce **front social compact** qui s'est encore accélérée avec la victoire électorale de la gauche et l'alignement total de l'ex-trême gauche sur elle, bref par un véritable mur contre lequel elle se heurte parfois avec désespoir.

Si sa révolte et sa conscience sont encore élémentaires, ce n'est nullement dans le sens où l'entendent les misérables apôtres de la résignation démocratique. C'est dans le sens où, comme cela est clair avec le vandalisme qui se développe contre les voitures de luxe, les commerçants, les immeubles HLM, les écoles, etc., elle se manifeste encore contre les signes extérieurs d'une richesse insultante et les symboles de l'oppression quotidienne.

Même la lutte contre les exactions policières se ressent du caractère tout à fait élémentaire de cette révolte, de son **manque** presque total d'**élément organisé**. C'est là la signification des incendies de voitures: ce sont des représailles contre les contrôles policiers renforcés, une manière d'affir-

mer que les intimidations policières n'empêcheront pas la révolte de se manifester.

Mais c'est aussi le terrain propice aux infiltrations policières, aux provocations, naturellement montées en épingle par la presse aux ordres, et à la dénaturation possible de la révolte en une stérile guerre de bandes rivales.

Cependant, toute embryonnaire qu'elle soit, cette révolte est salutaire. Elle est le premier pas inévitable, encore maladroit, mais **indispensable** pour passer à une lutte plus large, plus féconde.

Pour faire le deuxième pas, il faut d'abord introduire dans l'effervescence de la jeunesse prolétarienne des cités les revendications collectives du prolétariat contre l'exploitation et l'oppression, à partir de multiples points concrets de lutte et d'organisation: défense contre les expulsions de logement, contre l'arrestation de voisins; lutte contre la cherté des loyers; défense collective contre les violences policières; défense des travailleurs et des jeunes sans papiers, lutte contre les expulsions du territoire; lutte pour obtenir des salles de réunion, etc. Et cela, même si l'instabilité de la jeunesse ne peut être complètement dépassée qu'en liaison avec un vaste mouvement prolétarien.

Pour parvenir à cet objectif, il faut aussi contre la campagne de division menée par la bourgeoisie entre jeunes et vieux, ouvriers soi-disant «nantis» et ouvriers précaires, nationaux et immigrés, en favorisant parmi toutes les catégories prolétariennes la mise en œuvre d'une solidarité contre la répression de la jeunesse ouvrière qui se fait sous couleur de «croisade contre les loubards».

Il est enfin indispensable de faire la démonstration du caractère profondément **prolétarien** de cette révolte de la jeunesse des banlieues et du besoin de mettre ce formidable **potentiel** de lutte au service des objectifs révolutionnaires de la **classe ouvrière**.

Grève de la faim dans les prisons...

(Suite de la page 1)

Les bonnes âmes démocratiques, si promptes à s'émouvoir pour des grèves de la faim plus lointaines, n'ont aucune gêne à laisser nos camarades crever dans l'oubli.

Car si les pétitionnaires en tout genre sont actuellement reçus avec courtoisie par les dignitaires socialistes, il en va tout autrement pour nos initiatives de popularisation de la lutte menée par nos camarades qui ont eu à faire face aux matraques socialistes. La «force tranquille» d'aujourd'hui ressemble étrangement à celle d'hier.

Aujourd'hui comme hier, face à nos exigences: les flics! Mais il n'y a plus une minute à perdre: c'est de la vie de nos camarades dont ils s'agit

Nous devons mettre tous les moyens en œuvre pour faire connaître et soutenir leur grève de la faim. Toutes les initiatives doivent être prises dans les jours à venir dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les LEP, pour briser le mur du silence et faire céder le gouvernement.

En gardant nos camarades en otage, l'Etat PS veut placer nos luttes, toutes nos luttes, sous contrôle. Cette grève de la faim est l'affaire de tous ceux qui continuent de combattre contre l'oppression et l'exploitation.

TOUT DOIT ETRE FAIT POUR GAGNER !

LIBERATION DE TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES !

Comité unitaire pour la libération des prisonniers politiques

Pour contacter le comité: 33, rue des Vignoles, Paris 20^e, métro: Avron. Réunion le mardi à partir de 19 heures.

Le centralisme communiste

Nous avons vu dans un précédent article que la fonction du parti de classe est de **diriger la lutte prolétarienne**. Si l'on traduit cette tâche en termes d'organisation du parti, nous parlons de **centralisation** et de **centralisme**. Cela signifie que l'ensemble de l'activité du parti, de ses sections, de ses membres, passe par un anneau unique, un **centre**, qui est informé de tout, qui s'efforce de contrôler et de maîtriser l'ensemble des forces du parti, et est par conséquent en mesure de donner des directives d'action applicables par toute l'organisation.

Il apparaît donc que le parti ne saurait se passer, comme toute organisation, d'une structure définie et d'un certain formalisme, d'un coefficient déterminé d'autorité des organes centraux et de discipline formelle. Et pourtant, voilà une question qui a toujours soulevé les passions dans le mouvement ouvrier.

La discussion fit rage par exemple dans la Première Internationale entre marxistes partisans de la «centralisation» et anarchistes partisans de l'«autonomie» et qui se disaient eux-mêmes «anti-autoritaires». La Commune de Paris a tranché le débat. «Je ne connais pas, écrivait Engels en 1872, d'affaire plus autoritaire qu'une révolution, et quand on impose sa volonté aux autres avec des bombes et des fusils comme cela se fait dans toutes les révolutions, il me semble que l'on fait preuve d'autorité. C'est le manque de centralisation qui a coûté la vie à la Commune de Paris» (1).

Les bolchéviks ont remporté la victoire d'Octobre parce qu'ils ont appliqué cette leçon et ont tenu compte de la recommandation d'Engels selon laquelle «nous devons réunir toutes nos forces en un seul faisceau et les concentrer sur le même point d'attaque» (2). Bref, la révolution a besoin d'un **parti centralisateur** et donc lui-même **centralisé**.

Depuis Octobre, plus de soixante années ont passé. La révolution russe a été emportée. L'Internationale Communiste et le parti bolchévique ont été écrasés sous la botte du centralisme, de l'autorité et de la discipline stalinienne.

Il est clair qu'une telle catastrophe, dont la classe ouvrière ne s'est pas encore relevée, a créé dans la psychologie de générations entières de prolétaires un terrain fertile aux suggestions démocratiques, anti-autoritaires, anti-organisation, anti-parti, qui font de la centralisation la source de tous les maux.

Pourtant, on peut affirmer que plus l'activité sociale est complexe, plus elle combine l'effort de multitudes d'individus impliqués dans des tâches différenciées, plus la centralisation, l'autorité, la discipline sont indispensables. Ceci est une **vérité indépendante de la forme de la société**.

Même dans une société communiste, débarrassée par conséquent de la domination de la classe bourgeoise, les roulements des chemins de fer comme les passagers des trains devront se discipliner à des horaires fixes, comme le rappelle Engels (3). Cet élément de contrainte est en quelque sorte le prix à payer par l'humanité pour avoir arraché à la nature ses secrets et domestiqué sa force. Mais si cette contrainte est insupportable dans la société bourgeoise, c'est que l'horaire de chemin de fer devient dans les mains du capital un moyen d'intensifier l'exploitation des cheminots et une calamité pour les voyageurs qui doivent alternativement courir comme des dératés et perdre leur temps dans des files d'attente parce que l'horaire n'est pas établi en fonction des besoins collectifs de la population, mais en fonction de la logique du capital et, de manière dérivée, des goûts de la classe dominante.

Le même raisonnement doit être appliqué aux usines: le capitalisme transforme la discipline inhérente à tout travail associé en un despotisme bestial grâce auquel le capitaliste et ses larbins font face à la succession chaotique des périodes d'expansion et de crise du marché, et obligent le travailleur à perdre sa santé pour un intérêt opposé au sien.

Mais c'est encore dans l'armée bourgeoise, «dernier rempart de la société libérale», selon la juste expression d'un ministre récent, que ce phénomène est poussé au paroxysme. C'est en effet avec des prolétaires sous l'uni-

forme que la hiérarchie militaire défend les intérêts du capital national contre les autres et marche contre les prolétaires en lutte. Ainsi, en dépit de tout le bavardage sur la patrie commune aux bourgeois et aux prolétaires, le ciment de l'armée bourgeoise reste le respect du règlement militaire sanctionné par les cours martiales, les prisons et les pelotons d'exécution.

Tant que des armées seront nécessaires, il est certain qu'on ne pourra se passer de cours martiales, mais le ciment des armées révolutionnaires est autre: il réside, comme les armées de libération nationale de ce demi-siècle l'ont confirmé, dans l'enthousiasme et l'esprit de sacrifice que suscite la lutte pour des intérêts communs révolutionnaires. Et c'est dans l'armée rouge du prolétariat que cet élément est porté à son plus haut degré par **l'unité profonde des intérêts de la classe ouvrière**, à la différence des armées nationales qui, même lorsqu'elles sont révolutionnaires, sont traversées par des antagonismes de classes.

La violence des antagonismes de classes existant dans la société bourgeoise fait par conséquent de l'élément de centralisation une caractéristique essentielle de la lutte politique, qui est lutte pour le pouvoir.

L'effort de centralisation, la bourgeoisie l'accomplissent aggravant encore la concentration des pouvoirs de l'Etat, en élargissant le contrôle de ce dernier sur toute la vie sociale, en cherchant à surmonter toutes ses contradictions grandissantes par une direction unifiée et en augmentant ainsi tous les jours davantage son despotisme ouvert.

Centralisme ouvrier contre caporalisme bourgeois

Le centralisme bourgeois est donc inséparable d'assujettissement, de contrainte imposée de l'extérieur. Il est nécessairement disciplinaire et despotique: il est **caporalisme**.

La classe ouvrière possède quant à elle des intérêts profondément unitaires et révolutionnaires, et détient pour cette raison la possibilité d'un centralisme tout à la fois bien plus

grand et plus «volontaire» que la bourgeoisie. Ce centralisme admet bien un élément de subordination et de contrainte, mais il est librement consenti dans la mesure où il correspond effectivement aux exigences mêmes de la lutte révolutionnaire, la développe et la renforce. Et comme ce centralisme est une fonction qui assure l'unité du mouvement de la classe, il ne peut être rempli que par un organe différencié, lui-même d'autant plus unitaire qu'il fonde son action sur la théorie révolutionnaire révélant le sens du mouvement historique du prolétariat: le parti de classe. Il est d'autant plus **complet** que le parti se donne une direction politique plus ferme, une tactique et une organisation plus unitaires qui répondent plus strictement aux exigences de la lutte révolutionnaire, bref que le parti remplit mieux sa **fonction**: le centralisme communiste est donc profondément organique.

Cela signifie que la centralisation serait elle-même artificielle et vide sans l'effort constant des militants du parti révolutionnaire pour se lier au mouvement social, pour l'influencer et en prendre la tête, pour affronter l'ensemble de ses tâches théoriques et pratiques, et pour chercher à donner à l'action et à la structure du parti la forme la plus efficace et la plus appropriée, et donc sans l'activité communiste, elle-même profondément reliée à la spontanéité, à l'initiative et à la disponibilité à la lutte de la classe.

Cela dit, l'initiative, la spontanéité, et si on la comprend dans ce sens, l'autonomie, si elles ne sont nullement des principes auxquels devrait se conformer l'organisation de la lutte prolétarienne et du parti, sont la manifestation même de l'activité de la classe, de ses poussées élémentaires. Il est même certain que dans bien des domaines un certain degré de **latitude d'action** des organes périphériques et des membres du parti est indispensable. (Suite page 4)

(1) Lettre à Terzaghi du 14 janvier 1872, dans Marx-Engels, *La Commune de 1871*, UGE, 1971, p.217.

(2) Même référence.

(3) Nous renvoyons le lecteur à cet excellent texte d'Engels intitulé *De l'autorité*, 1873, publié dans Engels-Marx, *Le parti de classe*, t.3, Maspéro, 1973.

International

Etats-Unis : militarisme et austérité

Pendant toute la durée de l'administration Carter, les dépenses militaires ont augmenté de 2,6% par an. Au cours de l'élaboration du dernier budget, en janvier de cette année, Carter avait prévu une augmentation de 5% par an de ces mêmes dépenses pendant les années 1981-1984. Reagan, lui, qui a fait campagne sur le thème du renforcement des Etats-Unis, a encore augmenté ce chiffre: il a proposé une augmentation de 14,6% par an pour 1983 et, ensuite, une augmentation moyenne de 7% par an (soit 2% de plus que le programme Carter) pour les années 1983-1986. C'est le plus fort accroissement jamais réalisé en temps de paix (mais justement peut-on encore parler de «temps de paix»?).

En termes réels, cela fait des sommes astronomiques: les dépenses militaires US doivent s'élever à 249 milliards de dollars en 1984 et à 335 milliards de dollars en 1986. Cela représente une somme analogue au PNB de la France!

En même temps qu'il veut augmenter les dépenses militaires, Reagan a promis d'équilibrer le budget de 1984. Il lui faut donc faire des économies. Le gouvernement vient de décider de réduire de 13 milliards de dollars l'augmentation des dépenses militaires. Mais cela ne suffira pas. Pour avoir un budget en équilibre en 1984, il faut faire encore 70 milliards d'économie supplémentaire, et donc tailler de nouveau dans les dépenses sociales, diminuer aides alimentaires, retraites, aides aux chômeurs, etc., quitte à démolir un peu plus le mythe déjà passablement ébraté de l'Etat-

Providence.

Comme le chômage et l'inflation continuent à sévir, cette politique anti-sociale, qui s'est déjà manifestée aussi à l'occasion de la grève des aiguilleurs du ciel, commence à provoquer des réactions. Pour la première fois depuis treize ans, la fête du Travail, qui commémorait cette année le centième anniversaire de la fondation du mouvement ouvrier américain, a donné lieu à New-York, début septembre, à une manifestation regroupant quelque 100.000 personnes hostiles à la politique économique de Reagan.

Le 19 de ce mois, une «Journée de Solidarité» organisée par les syndicats a rassemblé 260.000 manifestants, c'est-à-dire plus que la manifestation de novembre 1969 contre la guerre du Vietnam et plus aussi que la marche des pauvres du pasteur Martin Luther King. Même si les dirigeants de l'AFL-CIO veulent canaliser le mécontentement dans le sens d'une opposition au républicain Reagan, ces manifestations montrent que les travailleurs américains commencent à se mobiliser contre la politique d'austérité et de répression que mène ouvertement contre eux, à l'heure de la crise, la bourgeoisie américaine. La sécurité de l'impérialisme américain repose non seulement sur le pillage et l'insécurité des travailleurs de tous les continents, mais aussi sur l'insécurité et l'austérité pour les travailleurs américains.

Eux aussi devront prendre le chemin de la lutte de classe. Il est clair que leur entrée en lutte sera décisive pour le prolétariat du monde entier.

Berlin: la lutte des squatters

Le mouvement des squatters a pris à Berlin-Ouest des proportions inconnues en France. Il constitue la réponse spontanée à la crise **capitaliste** du logement. «Alors que 80.000 personnes attendent d'être relogées, alors que les loyers atteignent des taux prohibitifs, un millier d'immeubles environ, objets de la spéculation, restent inoccupés pendant des années...», rappelle *Le Monde* du 25/9/81. Les jeunes, les chômeurs et les autres «marginés» ont occupé des centaines de ces maisons pour avoir un toit.

Très vite, le mouvement a dû faire face à la répression. Rien qu'en 1981, il y a eu plus de cent attaques policières contre les maisons occupées, avec perquisitions ou évacuations. 120 mandats d'arrêt ont été lancés et 40 condamnations prononcées, 6000 (!) enquêtes sont en cours dont plus de 100 conduiront cette année encore à des procès. En même temps, le mouvement était entravé tant par les tendances «spontanéistes» et «autonomes», que par les partis réformistes et légalitaires; il n'arrivait pas à définir une orientation qui dépasse la simple

exigence immédiate et la «contestation globale», et il avait énormément de mal à s'organiser pour résister à l'Etat.

Le reflux du mouvement a conduit d'une part les éléments les plus avancés à affronter ces problèmes, et d'autre part le sénat de Berlin à accentuer l'offensive policière.

Lors de la manifestation qui a suivi l'évacuation par la police d'un immeuble le 22 septembre, un jeune a été tué. Cela a provoqué immédiatement des manifestations de masse. Des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue et les bourgeois, depuis les «autorités» jusqu'aux réformistes du mouvement «alternatif», craignent un regain du mouvement des jeunes «contestataires». Ils évoquent 1967, où la mort d'un jeune manifestant a déclenché la grande vague des luttes des étudiants.

Ils ont d'autant plus raison d'avoir peur qu'il ne s'agit plus, aujourd'hui, d'étudiants. Le 3/2/81, la *Frankfurter Allgemeine* reconnaissait que les jeunes «casseurs» des manifestations violentes ne sortent plus de

l'université, mais de la classe ouvrière, et «attestent la naissance d'un prolétariat nouveau et violent» (ce sont les bourgeois eux-mêmes qui parlent!).

Même si l'appel au congrès Tuwat, lancé en juillet dernier par les comités de squatters influencés par les «autonomes», appelait au rassemblement «des écolos, des provos, des clodos, des marginaux en tout genre», le mouvement des jeunes squatters et «contestataires» a une forte composante ouvrière. Malgré toutes les difficultés, l'exaspération de la lutte doit la pousser à chercher le chemin de l'orientation et de l'organisation de **classe**, et à contribuer à son mouvement de reprise.

Lisez et diffusez
programme communiste

Revue théorique
du parti

NOUVELLE CALÉDONIE

(Suite de la page 1)

En 1978, une grève générale des 8.000 ouvriers travaillant à la société Le Nickel qui exploite le minerai dans l'île a été déclenchée pour le salaire et les conditions de travail.

Avec la situation économique qui se détériore à cause des licenciements, et avec la montée des luttes sociales, les heurts entre les populations dominées et les Européens deviennent plus fréquents, poussant de plus en plus les pieds-noirs à l'intimidation ouverte, et faisant de l'indépendance une revendication de plus en plus populaire.

Le PS et le PC considèrent l'assassinat de Declercq non comme un crime colonialiste, mais comme «un crime contre le gouvernement de gauche» et ce dernier vient d'envoyer sur place

deux nouveaux escadrons de gendarmerie mobile pour «rassurer la population locale»... En fait, sa préoccupation est que l'assassinat du leader indépendantiste a provoqué des manifestations de Kanaks armés de fusils pour se protéger contre les colons parmi lesquels de nombreux «anciens d'Algérie», spécialistes par conséquent de la défense musclée des privilèges coloniaux.

La politique de «gauche» consiste à poursuivre les «réformes» qui devraient «liquider le colonialisme», mais tout en refusant toute idée d'indépendance, pour des raisons économiques et stratégiques évidentes. Mais comment l'oppression coloniale et raciale peut-elle disparaître sans le retrait des troupes coloniales et l'éli-

mination de l'administration coloniale, nécessairement liée aux colons locaux? Les soi-disant «réformes» n'ont d'autre but que de chercher à endormir les masses exploitées kanakes et les travailleurs polynésiens et autres, et de corrompre une partie de la petite-bourgeoisie locale, tout en trompant les prolétaires français aux yeux desquels on peint de couleurs roses l'oppression coloniale et raciale.

Il est du devoir des prolétaires métropolitains de combattre l'oppression impérialiste et de venir en aide aux luttes de leurs frères de classe et des masses exploitées de la Nouvelle-Calédonie comme des autres DOM-TOM!

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Laclerc.

● **A Caen**: vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 17 octobre, 7 et 28 novembre, 19 décembre.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleure le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27 rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 10 et 24 octobre, 7 et 21 novembre, 5 et 19 décembre.

● **A Nantes**: vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h. Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre (à compter du 1^{er} octobre 1981 la permanence du mercredi soir est supprimée) (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h soit les 8 et 22 novembre, 11 et 25 octobre, etc.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 11 et 25 octobre, 8 et 22 novembre, etc.

EN SUISSE

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE

Grève à Paulstra-Sitec (Sarthe): Le jeu de la CGT

Une grève significative a eu lieu récemment dans l'usine Paulstra-Sitec de Présigné dans la Sarthe. Constatant la baisse de leur pouvoir d'achat (moins 3,5% pour les six premiers mois de 1981), les ouvriers revendiquaient une augmentation de 6% et 300 F pour les salaires inférieurs à 3500 F, ainsi qu'une indexation des salaires sur le coût de la vie à dater du 1^{er} septembre. Le mouvement a commencé par des débrayages à la mi-juillet et s'est poursuivi à la rentrée de septembre. Le 9 septembre, la plus grande partie des 360 ouvriers, après avoir refusé les propositions dérisoires de la direction (4% en deux fois, et 40 F pour les salaires inférieurs à 3500 F), sont partis en grève illimitée avec occupation de l'usine.

Le comportement des syndicats, et notamment de la CGT, dans cette lutte a été des plus instructifs. L'appareil de la CGT, en effet, a pu encadrer entièrement la grève; le secrétaire général de l'UD était constamment sur place et menait les négociations. La CGT n'a pas hésité à tenir un discours «radical» aux ouvriers de la boîte; elle écrivait par exemple dans un tract: «Nous ne venons pas des démagogues, mais nous refusons d'être des attentistes. Nous refuserons de remplacer une austérité de droite par une austérité de gauche». Mais, en même temps, elle organisait l'isolement et la démoralisation des grévistes, en les laissant enfermés dans leur boîte en pleine campagne, en limitant l'information extérieure à de rares communiqués dans la presse locale, en n'appelant pas à la solidarité des travailleurs, ne serait-ce que ceux des autres usines Paulstra de la région (Chateaudun et Segre).

Après une manifestation des cadres et non-grévistes le 14 septembre, les

Correspondances ouvrières

bonziers syndicaux ont persuadé les ouvriers d'évacuer l'usine pour «faciliter l'ouverture des négociations». Le résultat était facilement prévisible: la reprise du travail s'est faite le 18 pratiquement aux conditions du patron (3% d'augmentation et 80 F pour les salaires inférieurs à 3500 F, 70 F pour les salaires entre 3500 et 4500 F, 65 F pour les autres).

Dans cette grève de Paulstra-Sitec, malheureusement, aucun noyau d'ouvriers combattifs n'a pu à première vue se

Montrouge La grève des sans-papiers égyptiens

Il arrive fréquemment que les travailleurs sans papiers soient aujourd'hui licenciés dès qu'ils demandent au patron de régulariser leur situation, pour la bonne raison que le patron cherche justement en les embauchant à éviter de payer les charges sociales.

C'est ce qui s'est passé à Montrouge, où 25 diffuseurs de prospectus, presque tous égyptiens, ont réagi, le 15 septembre, à la menace du patron en entamant une grève de la faim. Ils ont été rejoints au cours de la lutte par cinq de leurs camarades.

L'Humanité a parlé de la lutte, la CGT locale a dépêché sur place un bonze, qui n'a absolument rien fait, sauf regarder ce qui se passait et courir chez le patron dès qu'il y avait dans l'air une odeur de négociation.

C'est sans lui que les grévistes ont formé un comité de grève, défini la plate-forme revendicative, décidé des piquets de surveillance, constitué une caisse de grève et cherché à faire connaître leur lutte. Ces travailleurs ont fini par obtenir leur contrat, mais la lutte doit continuer pour obtenir leur régularisation. Le comité de grève s'est donc transformé en Comité des sans-papiers en lutte, qui cherche à étendre ses liaisons avec d'autres travailleurs.

Il réclame dans un tract qu'il a diffusé: «1^{er}. Un contrat de travail d'un an au moins pour tout le monde (les trente et les autres)

dégager de l'encadrement des bonzeries syndicales et les propositions extérieures sont, dans l'immédiat, restées sans écho. Les noyaux militants qui existent ailleurs et qui s'efforcent d'organiser la masse ouvrière pour les luttes doivent se préparer à affronter sans hésitations, en même temps que les patrons et le gouvernement, le corps de pompiers sociaux qui a su éteindre, après tant d'autres, l'agitation à Paulstra-Sitec et qui a déjà pris toutes ses dispositions pour affronter de plus grands incendies.

2^e. L'obtention par tous des cartes de séjour et de travail.

Notre lutte est celle de tous les sans-papiers et notamment de tous ceux qui ne peuvent remplir les conditions de régularisation imposées par le gouvernement: les intérimaires, les saisonniers, les chômeurs, ceux qui ont de faux papiers, ceux qui sont arrivés après le 1^{er} janvier 1981, etc.

C'est pourquoi nous les appelons tous à venir nous renforcer, ainsi que les travailleurs français et immigrés qui ont leurs papiers, à venir nous soutenir dans notre lutte.

C'est là la seule voie possible contre toute tentative de division et pour la régularisation de tous sans conditions».

Les permanences du comité se tiennent au local du GTI (Groupe de travailleurs Immigrés) 27, av. de Choisy, tous les mardis et jeudis de 18 à 20 h (au fond de l'allée à gauche).

Lisez et diffusez
el - oumami
il programma comunista
el comunista

Le centralisme communiste

(Suite de la page 3)

ble pour assurer la pleine efficacité de l'organisme, pourvu que les initiatives aillent dans la direction du mouvement général. Le centralisme marxiste est donc tout à fait à l'opposé de celui des administrations bourgeoises où rien ne bouge si l'ordre n'arrive pas d'en haut, avec les moindres détails d'application prévus!

C'est la raison pour laquelle il serait absurde de chercher à prendre appui sur cette latitude de la périphérie, utile à l'action collective, pour dresser une barrière contre la centralisation, bref d'opposer la centralisation à l'autonomie en érigeant cette dernière en une sorte d'absolu. Il en résulterait une entrave à l'efficacité de la lutte: en effet, plus il y a de spontanéité et d'initiatives particulières, et plus, en règle générale, l'élément de centralisation devient indispensable pour assurer à tous les efforts particuliers, sans formalisme inutile, le maximum de cohésion et d'efficacité révolutionnaire.

Voilà pour quoi, si l'autonomie n'est pas un principe d'organisation, le centralisme en est un pour le marxisme révolutionnaire. Cependant la centralisation ne se décrète pas, elle se conquiert: «la centralisation dans un parti communiste ne doit pas être formelle et mécanique; ce doit être la centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une direction puissante, prête à l'attaque et en même temps capable d'adaptation», déclarait l'Internationale Communiste à son III^e Congrès (4).

Le centralisme et la contre-révolution

La grande tragédie du communisme révolutionnaire tient à ce que l'Internationale de Lénine elle-même a fini par être broyée par cette «centralisation formelle et mécanique» qu'elle dénonçait comme un danger. Mais quel est le rôle qu'a joué la centralisation dans cette catastrophe historique?

Sans entrer dans les détails d'une explication qui nous est propre, nous pouvons dire que le fossé qui s'est creusé entre l'appareil et les membres du parti, ainsi que la liquidation de toute initiative des membres du parti, ne doivent pas être pris pour la cause, mais

comme la manifestation et le moyen d'une dénaturation du parti puis de sa destruction.

Cela s'est produit dans une lutte à mort entre le communisme révolutionnaire d'une part et les forces liées au développement national-capitaliste de la Russie et à l'impérialisme mondial d'autre part, lutte dont le parti et l'Internationale, ces magnifiques instruments centralisés de combat, étaient devenus l'enjeu. Et avec le recul du temps on peut dire que la révolution prolétarienne a été battue dès 1926 en Russie et dans le monde pour une longue période historique, que nous subissons encore.

Devant ce combat gigantesque dans lequel nous avons temporairement succombé, combien apparaissent dérisoires les théories selon lesquelles le respect d'un formalisme démocratique aurait permis d'éviter une telle défaite! Comme si ce formalisme n'avait pas précisément été utilisé par le stalinisme pour tromper les prolétaires et paralyser l'aile révolutionnaire du parti avant de l'exterminer!

La clé d'une saine centralisation révolutionnaire reste, soixante années après, dans cette affirmation de l'Internationale: «Une démocratie purement formelle dans le parti ne peut écarter ni les tendances bureaucratiques, ni les tendances anarchiques, car c'est précisément sur la base de cette démocratie que l'anarchie et le bureaucratisme ont pu se développer dans le mouvement ouvrier. Pour cette raison, la centralisation, c'est-à-dire l'effort pour obtenir une direction forte, ne peut avoir de succès si on essaie de l'obtenir sur le terrain de la démocratie formelle. Il est donc indispensable avant tout de développer et de maintenir le contact vivant et des rapports mutuels aussi bien au sein du parti, entre les organes dirigeants et les membres, qu'entre le parti et les masses du prolétariat qui ne lui appartiennent pas» (5).

Ce n'est pas en abandonnant l'arme de la centralisation que nous pourrions éviter les défauts qu'elle prend dans la société bourgeoise et ses reflets dans le parti de classe; c'est par une activité fermement orientée par une théorie sûre en liaison étroite avec la lutte prolétarienne et les secteurs les plus révolutionnaires de la classe.

(Prochain article: Centralisme démocratique et centralisme organique)

(4) Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des partis communistes, adoptées au III^e Congrès de l'I.C. 1921, dans Manifestes, Thèses et Résolutions des Quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, Reprint, p.109.
(5) Même source, p.110.

Pas de sacrifices pour la monnaie!

(Suite de la page 1)

diminutions des allocations familiales, des retraites, des aides aux chômeurs et ce, alors que le nombre des demandeurs d'emploi ne cesse de croître (1 500 000 environ actuellement). Ce qui veut dire que la fermeté du mark — pour qui la bourgeoisie française a les yeux de Chimène — repose sur une exploitation accrue de la classe ouvrière allemande et sur une réduction des dépenses sociales. Qu'on nous comprenne bien: cela ne veut pas dire que dans les pays à monnaie faible la classe ouvrière soit mieux traitée: au contraire il faut travailler davantage pour défendre la lire, ou la peseta, etc. Dans tous les cas, monnaie forte ou monnaie faible, les travailleurs trinquent!

Le renversement spectaculaire en faveur du mark sera-t-il durable?, se demandent les commentateurs financiers. Personne n'en sait rien, mais une chose est sûre: c'est que l'épreuve de force est engagée entre les Etats-Unis et l'Allemagne. Mais cette donnée n'est pas propre à tel ou tel antagonisme bilatéral si

l'on peut dire. En fait, la guerre monétaire est générale, parce qu'elle simplement le reflet, sur le plan financier, de la guerre économique que se livrent les différents pays capitalistes, des plus gros aux plus petits. Dire que tel ou tel pays est engagé dans une épreuve de force avec tel ou tel autre pays, cela veut dire, dans le cadre du système capitaliste, que la classe ouvrière de ce pays, si elle ne défend pas ses intérêts de classe indépendants, ou plus exactement, opposés à ceux de sa propre bourgeoisie, est engagée dans une guerre qui n'est pas la sienne.

Ainsi les travailleurs n'ont que faire de la bataille pour la défense du franc, du dollar ou du mark. Défendre le franc, ou une autre monnaie, c'est défendre les intérêts de sa propre bourgeoisie, c'est défendre l'économie nationale et l'intérêt national, c'est défendre le capitalisme.

Les travailleurs, eux, doivent défendre leurs conditions de vie et préparer la destruction révolutionnaire de l'anarchie capitaliste et du marché.

REUNIONS PUBLIQUES

A LYON

Le vendredi 9 octobre, à 20h30
MAJO, 2 impasse Métral,
M^oRépublique

A GRENOBLE

Vendredi 16 octobre, à 20h30
Salle Millet

LA POLOGNE, UN AN APRES

Souscription permanente Liste n° 14

Belgique : 700 F; Bordeaux : 154,50 F;
Grenoble : 110 F; Lille : 343 F; Lyon, pour la
presse internationale : 56 F; Toulouse : 34 F;
Paris : 2856,50 F; Barbieri : 95 F; Venezuela:
60 F; En mémoire de Bice Perrone : 50 F

«Solidarité Algérie»: Lille : 216 F; Valence :
500 F; Paris : 425 F; P et M : 400 F.
Total : 6.000 F
Total précédent 87.022 F
TOTAL GENERAL : 93.022 F

Correspondance :

20, rue Jean Bouton 75012 Paris.

Abonnements :

1 an : 60 F, 6 mois : 30 F
pli fermé 90 F et 45 F

Abonnements de soutien:
à partir de 100 F

Versements :

Chèque bancaire à l'ordre de Saro
ou chèque postal à l'ordre du
«Prolétaire»

Directeur-gérant SARO
Imprimerie - E.P. -
232, rue de Charenton - 75012 PARIS
Distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926